

MINISTÈRE DE L'ADMINISTRATION
TERRITORIALE ET DES COLLECTIVITES
LOCALES

GOUVERNORAT DU DISTRICT DE BAMAKO

MAIRIE DE LA COMMUNE IV

COPIDUC/AEP (Comité de Pilotage des Déchets Urbains en
Commune IV et Approvisionnement en Eau Potable)



PLAN TRIENNAL D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT DE LA COMMUNE IV DU DISTRICT DE BAMAKO

Mi 2011-mi 2014

Version provisoire



Présenté par le COPIDUC/AEP

Juillet 2011

Table des matières

Sigles et abréviations.....	3
Introduction.....	5
1. Résumé.....	6
2. Présentation de la Commune.....	6
3. Méthodologie de travail.....	8
4. Présentation des résultats de l’atelier.....	8
4.1. Présentation des résultats de l’évaluation.....	8
4.1.1. L’analyse qualitative des résultats.....	9
4.1.2. Présentation des problèmes majeurs recensés par quartier.....	9
4.2. Analyse des concernés :.....	11
4.3. Identification des problèmes prioritaires.....	15
4.4. Analyse des problèmes.....	17
4.5. Analyse des objectifs.....	22
4.6. Elaboration du plan triennal.....	25
4.7. Recommandations.....	36
5. ANNEXES.....	38
Annexe 1 : Analyse qualitative des résultats d’évaluation.....	38
Annexe 2 : Problèmes et solutions évoqués par quartier par la population.....	43
Annexe 3 : Programme de travail prévisionnel.....	47
Annexe 4: Liste des participants.....	51

Sigles et abréviations

AADeC	Association à l'Appui -Développement Communautaire
ACI	Agence de Cession Immobilière
AEP	Adduction d'Eau Potable / Alimentation en Eau Potable
AEPHA	Approvisionnement en Eau Potable, Hygiène et Assainissement
AES	Adduction d'Eau Sommaire
ALPHALOG	Association Libre pour la Promotion de l'Habitat et du Logement
ANGESEM	Agence Nationale de Gestion des Station d'Épuration du Mali
ANICT	Agence Nationale d'Investissement des Collectivités Territoriales
APE	Association des Parents d'Elève
AUE	Association des Usagers d'Eau
AUEP	Association des Usagers d'Eau Potable
BF	Borne fontaine
BH	Brigade d'Hygiène
BUPE	Brigade Urbaine pour la Protection de l'Environnement
C IV	Commune IV
CAFO	Coordination des Associations Féminines et ONG
CAP	Centre d'Animation Pédagogique
CDQ	Comité de Développement des quartiers
CGS	Comité de Gestion Scolaire
Coop	Coopérative
COPIDUC/AEP	Comité de Pilotage des Déchets Urbains et Approvisionnement en Eau Potable en Commune IV
CSCOM	Centre de Santé Communautaire
CPAC	Coordination des Partenaires Intervenants dans l'Assainissement en Commune IV
CSRÉF	Centre de Santé de Référence
CTAC	Cellule Technique d'Appui aux Communes
DNACPN	Direction Nationale de l'Assainissement, du Contrôle des Pollutions et des Nuisances
DNSI	Direction Nationale de la Statistique et de l'Information
DRACPN	Direction Régionale de l'Assainissement, du Contrôle des Pollutions et des Nuisances
DRH	Direction Régionale de l'Hydraulique
DRS	Direction Régionale de la Santé
DRUC	Direction Régionale de l'Urbanisme et des Constructions
DSUVA	Direction des Services urbains de Voirie et Assainissement
EDM-SA	Energie du Mali SA, ancienne appellation de la SOMAGEP-SA

GIE	Groupement d'Intérêt Economique
IEC	Information Education Communication
OCB	Organisation Communautaire de Base
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement.
OMS	Organisation mondiale de la Santé
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OSC	Organisation de la Société Civile
PDESC	Programme de Développement Economique, Social et Culturel
PGP	Programme Gouvernance Partagée
PM	Pour Mémoire
PME	Petites et Moyennes Entreprises
PSA	Plan Stratégique d'Assainissement
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
RECOTRADE	Réseau des Communicateurs Traditionnels pour le Développement
RGPH	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
SNV	Organisation Néerlandaise de Développement
SOMAGEP-SA	Société Malienne de Gestion de l'Eau Potable
ST	Services Techniques
T	Trimestre
TVEOM	Taxe de Voirie et d'Enlèvement des Ordures Ménagères
UE	Union Européenne

Introduction

Du 27 au 30 juin 2011, a eu lieu dans la salle de conférence de la mairie de la Commune V du District de Bamako, l'atelier de restitution et de validation de l'évaluation des besoins en eau et en assainissement et d'élaboration de plan triennal (mi 2011 à mi 2014) de la C IV.

Etaient présents à cet atelier des représentants de tous les acteurs de l'eau et de l'assainissement en Commune IV (cf. liste de présence en annexe 4) : les chefs de quartiers, des élus municipaux, les services techniques (ST), des représentants des Comités de Développement des quartiers (CDQ), les Associations d'Usagers d'Eau (AUE), la Coordination des Partenaires intervenant dans l'Assainissement (CPAC°, les Centres d'Animation Pédagogique (CAP), les commissariats de police (5^{ème}, 9^{ème} et 14^{ème} Arrondissement), les ONG (AAdeC et ALPHALOG).

L'ouverture a été faite par le 3^{ème} Adjoint au Maire. Il a souhaité la bienvenue à tous les participants. Il a fait savoir que l'équipe municipale veut faire de l'eau et de l'assainissement une priorité dans ses actions. C'est pourquoi, elle a souhaité l'élaboration d'un plan triennal, en même temps l'ONG Belge PROTOS a manifesté son intérêt pour accompagner la commune dans ce processus, en plus elle va prendre une partie de ce plan (renforcement de capacité et investissement) pour son programme 2011-2013. Le 3^{ème} Adjoint au Maire a demandé une participation effective de tous et toutes pour valider les résultats de l'évaluation et d'élaborer un plan opérationnel triennal ambitieux en fonction des réalités de la Commune.

L'atelier avait pour objectif de :

1. Valider les résultats majeurs de l'enquête menée auprès des différents acteurs
2. Identifier les acteurs, leurs capacités opérationnelles et liens de collaboration ainsi que les rôles et responsabilités → définir les compétences existantes et nécessaires
3. Identifier les axes stratégiques et les besoins prioritaires
4. Elaborer un plan triennal d'action avec renforcement de capacité et schéma d'investissement

Après l'ouverture, la présentation des participants a été faite par un tour de table. Ensuite un chef de village a été désigné et deux rapporteurs pour les 4 jours.

La facilitation de l'atelier a été assurée par le Consultant du Cabinet d'Etude Keïta Kala Saba. Il a présenté le programme de l'atelier (cf. annexe 3), qui a été lu, amendé et adopté.

L'étude d'évaluation des besoins pour un accès durable des services d'eau et d'assainissement et la tenue de cet atelier de planification a été totalement financée par l'ONG Belge PROTOS. Afin d'améliorer les conditions de vie des populations à faible revenu, l'ONG Belge PROTOS a exécutée sur financement de l'Union Européenne et du Gouvernement Belge le projet intitulé « **Approvisionnement en Eau potable et Promotion de l'Hygiène et l'Assainissement dans quelques quartiers périphériques de Bamako, AEPHA-Bamako** » de janvier 2008 à décembre 2010 en Commune I et IV . PROTOS entend appuyer les deux communes pour une nouvelle phase de trois (3) ans, de 2011 à 2013, sur un financement du Gouvernement Belge.

1. Résumé

Le plan triennal est un document de planification et d'orientation stratégique qui fixe les lignes directrices en vue d'assurer une meilleure fourniture de service d'eau potable, d'hygiène et d'assainissement. A ce titre, il constitue un cadre de référence permettant l'identification des contraintes et des opportunités relatives au développement de la Commune, ainsi que la formulation des actions à mener, leur priorisation et localisation dans l'espace. Il s'agit d'un outil d'aide à la décision qui doit guider toutes les interventions prévues dans ce secteur.

Ce plan triennal se réfère aux principaux documents de politiques et de planification nationale. Ses objectifs s'accordent avec ceux des Objectifs de Développement du Millénaire (ODD), qui visent la réduction de moitié d'ici 2015 de la proportion des individus privés d'accès à l'eau potable et d'installations sanitaires.

L'identification, la priorisation et l'analyse des problèmes en matière d'approvisionnement en eau potable et en matière de déchets solides et liquides ont permis leur traduction en activités. Neuf (9) volets ont été retenus dont un objectif a été identifié pour chaque volet. Des activités majeures, des indicateurs de succès et des acteurs clés pour lesdites activités ont été dégagés à l'horizon mi 2014. Une vision a été formulée « **une commune assainie et bien servie en eau** ».

Le plan triennal provisoire en eau et en assainissement a été élaboré en dégagant des sous activités à partir des activités majeures. Les périodes d'exécution avec des coûts estimatifs sont arrêtées avec des sources de financement entre la mairie et les partenaires techniques et financiers. La contribution des bénéficiaires est incluse dans ces coûts pour les ouvrages individuels (puits-lavoirs, réseau mini égout).

Le coût estimatif des activités du plan triennal d'eau et d'assainissement mi 2011 à mi 2014 de la Commune IV est estimé à VINGT UN MILLIARDS DEUX CENT SOIXANTE DIX SEPT MILLIONS DEUX CENT DIX MILLE FRANCS (21 277 210 000 F) CFA. Ce coût correspond à l'option pavage de certaines voies principales, qui peuvent être bitumées.

2. Présentation de la Commune

A l'instar de toutes les communes du District la Commune IV a été créée par ordonnance N°78/CMLN du 18 août 1978 modifiée par la loi N°82-29/AN – RM du 02 février 1982 fixant les nouvelles limites des Communes III et IV.

La Commune IV est limitée à l'est par la commune III, au nord et à l'ouest par le cercle de Kati et au sud par le fleuve Niger. Située sur la rive gauche du fleuve Niger et à l'extrême ouest du District de Bamako, la Commune IV s'étend sur une superficie de 3 768 ha.

Situation géographique

Avec un climat de type tropical, la Commune IV a un relief dominé par quelques collines. Particulièrement, les quartiers de Lassa, de Talico et de Sibiribougou sont totalement couverts par

des collines, alors que ceux de Djicoroni-Para, Sébénikoro et de Kalabambougou se situent dans la vallée du fleuve Niger.

Le relief peu accidenté est un vaste domaine de collines et de plateaux légèrement inclinés d'Ouest en Est. Il est rocheux à Hamdallaye, Lassa et Talico, latéritique à Lafiabougou et une partie de Hamdallaye, argileux à Djicoroni Para, Sébénikoro et Kalabambougou.

Parmi les cours d'eau qui parcourent la Commune, on peut citer le Woyowayanko, le Farako, le Diafarana, le Sourountouba et le Fleuve Niger qui est la limite de la commune. C'est à Woyowayanko qu'a lieu la célèbre bataille entre Almamy Samory Touré et les Troupes Françaises en 1882. A parti de là on peut dire que l'Histoire de la Commune IV est intimement liée à celle de Bamako.

Situation démographique :

La population de la Commune IV est estimée à 300 085 habitants (Recensement Général de la Population et de l'Habitat 1998 actualisé en 2009) avec 49 210 ménages. Actuellement les données détaillées du recensement 2009 ne sont pas validées au niveau de l'Institut National de la Statistique (INSAT). Selon le recensement d'avril 2001 la population était de 197 559 habitants en 2001. La croissance moyenne entre 2001 et 2009 atteint env. 8,9% par an. Une projection dans le futur en maintenant ce taux de croissance montre qu'en 2015 la population de la Commune pourrait atteindre environ 470 000 habitants

La Commune IV comprend 8 quartiers, dont cinq lotis (Hamdallaye, Lafiabougou, Sébénikoro, Sibiribougou et Talico), deux partiellement loti (Djikoroni-Para et Kalabambougou,) et un non loti (Lassa).

Tableau 1 : Répartition de la population selon les quartiers en 1998

Quartiers	Population 1998	Pourcentage
Djikoroni – Para	51 609	27,72
Hamdallaye	35 096	18,85
Kalabanbougou	1 761	0,95
Lafiabougou	63 487	34,10
Lassa	1 458	0,78
Sébéninkoro	25 552	13,72
Sibiribougou	1 741	0,94
Taliko	5 459	2,93
Population flottante	37	0,02
Total	186 200	100%

Source : Recensement général de la population et de l'Habitat, 1998

La politique sanitaire de la Commune IV est articulée autour du centre de référence appuyé par l'Hôpital Mère-Enfant « le Luxembourg », l'Institut Marchoux, des centres de santé communautaires (au moins un par quartier), des cliniques privées modernes et plusieurs cabinets de soins privés.

En matière scolaire, la commune compte vingt neuf groupes scolaires publics, des centres d'encadrement préscolaire repartis entre deux CAP. A ceux-ci s'ajoutent deux lycées publics et une trentaine d'établissement privés (lycées et centres de formation professionnelle).

Le commerce est une activité transversale qui mobilise la population active des deux sexes. Il existe au moins un marché par quartier.

Plusieurs organisations de la société civile collaborent étroitement avec la municipalité locale : les associations de femmes et des jeunes, les ONG, les GIE etc.

3. Méthodologie de travail

L'atelier s'est principalement basé sur les résultats de l'étude d'évaluation des besoins des services en eau et en assainissement en Commune IV (voir le rapport d'enquête).

Le contenu d'autres études et documents ont été pris en compte dans l'élaboration du rapport de l'enquête. Il s'agit des études faites par la SNV (Etude des ouvrages individuels et collectifs en Commune IV 2005/2006, plan quinquennal d'assainissement 2006-2010). Ces documents prennent en compte les lois et textes réglementaires en matière d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement, définis par les politiques nationales.

Les documents PROTOS : rapport final UE-AEPHA mars 2011 et étude diagnostique dans la zone du projet AEPHA-Bamako septembre 2008

Les débats ont été participatifs avec l'alternance des travaux en séance plénière et des travaux de groupe. Au début de chaque journée, un rapporteur faisait la synthèse des résultats de travail, qui était lu, amendé et adopté le lendemain en plénière.

4. Présentation des résultats de l'atelier

4.1. Présentation des résultats de l'évaluation

La présentation des résultats d'évaluation des besoins en eau et assainissement a été faite en deux parties :

- L'analyse qualitative des résultats de l'évaluation des besoins en eau et en assainissement en Commune IV.
- La présentation des problèmes prioritaires par quartier

4.1.1. L'analyse qualitative des résultats

Ces résultats ont été présentés en 8 volets :

1. Approvisionnement en eau ;
2. Déchets solides ;
3. Eaux usées domestiques ;
4. Eaux usées artisanales ;
5. Eaux pluviales ;
6. Déchets biomédicaux ;
7. Collaboration et communication entre les acteurs ;
8. Financement des activités (mobilisation des ressources).

Pour chaque volet les acquis/forces, les faiblesses et les opportunités ont été présentés (cf. synthèse des résultats en annexe 1)

Observation sur la synthèse des résultats d'évaluation

Par rapport au volet déchets solides comme faiblesses, il a été ajouté :

- Existence de GIE informels
- La mauvaise manière d'extraire le terreau (brûlage)
- L'insatisfaction du service rendu par la DSUVA (faible prestation)
- Manque d'équipement pour la collecte secondaire par la Mairie

Volet eaux usées artisanales

La présence des teinturiers au bord du fleuve qui déversent directement leurs eaux usées dans le fleuve sans aucun traitement. Ce système contribue fortement à la pollution de l'eau du fleuve. L'atelier a souhaité que la mairie puisse trouver un site approprié pour les regrouper et les faire quitter les abords du fleuve.

Après ces quelques amendements les débats ont été basés sur le volet approvisionnement en eau.

Le représentant de DRH a fait savoir que l'installation de leur représentant au niveau des communes du District de Bamako est en cours car le processus est lent.

Aussi il a été noté de prendre contact avec l'hydraulique pour étudier la faisabilité d'installation des châteaux aux forages de Lassa et Hamdallaye, qui existent déjà.

Il a fait savoir que les revendeurs d'eau ont souvent leurs bidons sales, ce qui rend impropre leur eau à la consommation.

4.1.2. Présentation des problèmes majeurs recensés par quartier

Cet exercice avait pour but de présenter les problèmes spécifiques de chaque quartier recensés auprès de la population (élus, membres des concessions, chefs de quartier, chefs religieux et les CDQ). (cf. les problèmes majeurs par quartier en annexe 2)

Les amendements faits ont été introduits directement dans le document. Ils concernent surtout :

- L'insalubrité de l'ensemble des marchés de la Commune IV. ils sont impraticables quand il pleut.
- L'absence de place adéquate pour les vendeurs de volaille a été évoquée et l'insuffisance de mesures d'hygiène pour les plumeurs.
- L'état naturel du canal de Sibiribougou traversant Sébénikoro et Kalabambougou aboutissant au fleuve, provoque des pertes de vie humaine presque chaque hivernage. Tel est également le cas du marigot Woyowayanko, qui traverse Talico Lafiabougou Bougoudani, séparant Djicoroni et Sébénikoro pour se jeter dans le fleuve.
- L'inondation répétée chaque année de l'école Capitaine Sylla et celle du fleuve à Djicoroni Para, persiste de juin jusqu'à la rentrée des classes (octobre). A cela il faut ajouter l'insuffisance de toilettes dans plusieurs, qui affectent l'hygiène et l'assainissement d'une manière générale. Il ressort de l'évaluation que le taux de recouvrement en latrines par élève est en moyenne 100 personnes contre 50 élèves par latrines selon la norme nationale.



Les déchets solides ne sont pas évacués au niveau des écoles, ils sont brûlés ou constituent des tas d'ordures anarchiques.

Des recommandations ont été faites

- Créer et aménager une place pour les vendeurs de volaille
- Doter les marchés à volaille de marmites adéquates
- Contrôler l'état d'insalubrité des bidons des revendeurs d'eau

4.2. Analyse des concernés :

Les acteurs identifiés en plénière sont : la Mairie, les ST (BH, SACPN, BUPE, DSUVA, DRH et CSRéf), les Chefs de quartiers, les CDQ, les AUE, les Vidangeurs, les teinturiers, les GIE, la Coopérative des marchés, les CAP, la Police, la CAFO, le RECOTRADE et le COPIDUC/AEP,

Ils ont été regroupés en 4 pour faciliter les travaux de groupe

Groupe 1 : chef de quartier, CDQ, COPIDUC/AEP et ménages

Groupe 2 : Vidangeurs, AUE, Association des teinturiers, GIE, Coopératives des marchés

Groupe 3 : Mairie, ST (BH, SACPN, BUPE, DSUVA, DRH, CSRéf)

Groupe 4 : CAP, Police, ONG, CAFO, RECOTRADE

Résultats des travaux de groupe de l'analyse des concernés

Le travail de groupe a consisté à identifier les forces, les faiblesses, les rôles et responsabilité de chaque acteur et les collaborations nécessaires avec les autres.

Tableau 2 : Analyse des concernés :

Acteurs	Forces	Faiblesses	Rôles et responsabilité	Collaboration
Chef de quartier	<ul style="list-style-type: none"> • Capacité d'implication de la population • Sensibilisation • Mobilisation 	<ul style="list-style-type: none"> • Insuffisance d'implication de la population • Insuffisance de communication • Manque de moyen financier 	<ul style="list-style-type: none"> • Information – Communication – Education – Sensibilisation • Appui-conseil de la Mairie 	Mairie, CDQ, associations, la jeunesse, ONG, CGS, CSCOM, GIE
CDQ	<ul style="list-style-type: none"> • Organisation des associations • Montage des projets • Mobilisation de la population 	<ul style="list-style-type: none"> • Mission du CDQ non comprise par la population • Insuffisance des réunions • Faible niveau de collaboration entre la Mairie et les CDQ • Insuffisance de moyens 	<ul style="list-style-type: none"> • Information, communication et éducation de la population • Intermédiaire social pour la population (Interface entre la population et les autorités) • Mobilisation de la population • Elaboration et mise en œuvre de micro-projets communautaires 	<ul style="list-style-type: none"> • Autorités (Mairie, Service Développement social, autres Services techniques) • PTF
COPIDUC/AEP	<ul style="list-style-type: none"> • Cadre de concertation (ST, Associations, 	<ul style="list-style-type: none"> • Méconnaissance du COPIDUC • Insuffisance de 	<ul style="list-style-type: none"> • Organisation et communication avec tous les acteurs 	Tous les acteurs

	<p>GIE, CDQ etc.)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Coordination des activités sur le terrain 	<p>suivi de certaines activités</p> <ul style="list-style-type: none"> • Insuffisance de moyens • Insuffisance de communication avec les autres acteurs • Insuffisance de compétence en gestion d'eau potable • Manque de représentants des acteurs de l'eau potable 	<ul style="list-style-type: none"> • Suivi de la collaboration avec les services techniques • Elaboration de projets • Mobilisation des partenaires financiers. 	
<ul style="list-style-type: none"> • Vidangeur 	<ul style="list-style-type: none"> • Syndicat fonctionnel • Activité reconnue d'intérêt publique • Cadre de concertation avec les autorités de la société civile 	<ul style="list-style-type: none"> • Manque de dépôt final • Park auto vétuste 	<ul style="list-style-type: none"> • Défendre les intérêts des vidangeurs <p>Appui à la recherche des sites de décharge finale (avec gouvernorat et la Mairie du District)</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Mairie – COPIDUC • Gouvernorat • DNACPN • ANGESEM • Communes périphériques de Bamako
<ul style="list-style-type: none"> • Coopérative des marchés 	<ul style="list-style-type: none"> • Existence d'une commission chargée de l'assainissement • Existence des sous commissions de salubrité dans les marchés • Entente entre les acteurs concernés (commission, sous commission – usagers) 	<ul style="list-style-type: none"> • Insuffisance d'équipement • La non prise en charge de l'évacuation des déchets par Mairie • Organisation des journées de salubrités 	<ul style="list-style-type: none"> • Assainissement dans les marchés • Organisation des journées de salubrités • Contrôle hygiénique des toilettes et bornes fontaines dans les marchés 	<ul style="list-style-type: none"> • Mairie (COPIDUC, ST, CPAC, usagers d'eau, vidangeurs)
<ul style="list-style-type: none"> • GIE/CPAC 	<ul style="list-style-type: none"> • Existence d'une coordination • Présence dans 7 des 8 quartiers • Zonage 	<ul style="list-style-type: none"> • Faible adhésion des concessions aux services des GIE • Faible taux de recouvrement • Existence de services informels de précollecte 	<ul style="list-style-type: none"> • Coordination des actions des GIE • Défense des intérêts des GIE • Evacuation des ordures (pré collecte) • Sensibilisation de la population 	<ul style="list-style-type: none"> • Mairie (COPIDUC, ST, population)

<ul style="list-style-type: none"> • Teinturiers 	<ul style="list-style-type: none"> • Existence d'une coordination • Capacité de mobilisation 	<ul style="list-style-type: none"> • Manque de site de travail approprié • Non respect des textes réglementaire 	<ul style="list-style-type: none"> • Défense des intérêts des teinturiers, • Meilleure gestion des eaux usées de la teinturerie 	<p>Mairie, COPIDUC, ST</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Associations des usagers d'eau 	<ul style="list-style-type: none"> • Existence d'AUEP dans les quartiers périphériques • Mobilisation et appropriation de la population 	<ul style="list-style-type: none"> • Insuffisance de communication entre les AUEP et la Mairie • Inexistence de coordination des AUEP 	<ul style="list-style-type: none"> • Contrôle de qualité (avec les ST) • Lutte contre l'insalubrité • Sensibilisation des usagers dans l'hygiène de l'eau et l'assainissement autour des points d'eau • Assurance de la gouvernance de l'eau (rendre compte) 	<ul style="list-style-type: none"> • Mairie (COPIDUC, ST) • ONG • Coop. Des marchés • CPAC • SOMAGEP
<ul style="list-style-type: none"> • Mairie 	<ul style="list-style-type: none"> • Existence du conseil communal • Existence du bureau communal • Existence des commissions de travail • Existence des services techniques déconcentrés 	<ul style="list-style-type: none"> • Insuffisance de ressources humaines et financières • Insuffisance des matériels • Insuffisance de formation 	<ul style="list-style-type: none"> • Elaboration de programme de développement de la Commune • Assurance de la tutelle des services techniques • Sécurisation de la population et de leurs biens 	<ul style="list-style-type: none"> • ONG • Société civile • Mairie du District • PTF • Mairie d'autres Communes • Ministères
<ul style="list-style-type: none"> • Services techniques : Hydraulique, BH, BUPE, SACPN 	<p>Hydraulique</p> <ul style="list-style-type: none"> • Appui conseil • Personnel qualifié 	<ul style="list-style-type: none"> • Insuffisance des moyens de déplacement • Insuffisance des ressources humaines 	<ul style="list-style-type: none"> • Fourniture d'eau potable • Réalisations des puits, des forages et des bornes fontaines • Entretien et réparation des ouvrages de l'hydraulique 	<p>Mairie, SOMAGEP, AUE</p>
	<p>BH</p> <ul style="list-style-type: none"> • Appui conseil • Personnels qualifiés 	<ul style="list-style-type: none"> • Insuffisance de personnel • Manque de moyens logistiques • Manque de moyens informatiques • Insuffisance des mobiliers de bureau • Insuffisance de budget de 	<ul style="list-style-type: none"> • Visite intra domiciliaire • Hygiène alimentaire • Certificat de salubrité • Permis d'exploitation des moulins • Contrôle de la qualité de l'eau • Gestion des déchets biomédicaux • Appui à la réalisation des puisards à l'intérieur des 	<ul style="list-style-type: none"> • Mairie, CSRéf, CSCOM, DRS, BUPE, SACPN, COPIDUC/AEP

		fonctionnement	concessions	
	SACPN <ul style="list-style-type: none"> • Appui conseil 	<ul style="list-style-type: none"> • Insuffisance de personnel • Insuffisance des moyens logistiques 	<ul style="list-style-type: none"> • Promotion des ouvrages d'assainissement • Sensibilisation et répression de la population 	<ul style="list-style-type: none"> • Mairie, BH, BUPE, COPIDUC/AEP
	<ul style="list-style-type: none"> • BUPE • Appui aux autres services techniques • Appui conseils 	<ul style="list-style-type: none"> • Insuffisance de ressources humaines • Insuffisance de matériels • Insuffisance de moyens financiers 	<ul style="list-style-type: none"> • Sensibilisation • Amélioration du cadre de vie • Application des textes et règlement en vigueur 	<ul style="list-style-type: none"> • Mairie, CSRéf, CSCOM, DRS, SACPN, COPIDUC/AEP
<ul style="list-style-type: none"> • CAP/école 	<ul style="list-style-type: none"> • Organisation de journées de salubrité • Séance d'éducation sur l'hygiène et l'assainissement • IEC lavage des mains, protection de l'environnement 	<ul style="list-style-type: none"> • Insuffisance de points d'eau et de latrine • Insuffisance de sécurité autour de l'école • Manque de suivi des activités hygiéniques et assainissement en milieu scolaire • Faible niveau de responsabilité des acteurs de l'école 	<ul style="list-style-type: none"> • Education • Information • Sensibilisation • Communication • Suivi 	<ul style="list-style-type: none"> • Mairie • CGS • APE • Police • ONG • PTF
<ul style="list-style-type: none"> • ONG/PTF 	<ul style="list-style-type: none"> • Appui technique et financier • Formation • IEC • Plaidoyer et suivi évaluation 	<ul style="list-style-type: none"> • Insuffisance d'accompagnement par les autorités municipales 	<ul style="list-style-type: none"> • Appui et accompagnement des OC, Mairie • Recherche de financement, formateurs 	<ul style="list-style-type: none"> • Mairie • OSC • ST
<ul style="list-style-type: none"> • Police 	<ul style="list-style-type: none"> • Intervention sur réquisition de la Mairie (couverture sécuritaire) 	<ul style="list-style-type: none"> • Insuffisance de sollicitation par la Mairie dans l'appui et l'accompagnement 	<ul style="list-style-type: none"> • Appui et accompagnement des décisions des ST 	<ul style="list-style-type: none"> • ST • Mairie
<ul style="list-style-type: none"> • CAFO 	<ul style="list-style-type: none"> • Formation • Sensibilisation • Information • Plaidoyer • mobilisation 	<ul style="list-style-type: none"> • action ponctuelle • insuffisance de moyen 	<ul style="list-style-type: none"> • information • formation • plaidoyer 	<ul style="list-style-type: none"> • Mairie • ONG • ST
RECOTRADE <ul style="list-style-type: none"> • 	<ul style="list-style-type: none"> • Information • Sensibilisation • Mobilisation • Modération • rassemblement 	<ul style="list-style-type: none"> • manque de supports • manque de moyen de suivi 	<ul style="list-style-type: none"> • préservation du climat social 	<ul style="list-style-type: none"> • Mairie • OSC • Tous les acteurs

4.3. Identification des problèmes prioritaires

Les problèmes prioritaires ont été choisis à partir des présentations des résultats de l'évaluation (synthèse et problèmes par quartier) et les faiblesses identifiées lors de l'analyse des concernés (acteurs). Ce travail en plénière a permis d'identifier les problèmes majeurs par axes d'intervention (volet).

Volet 1 : Approvisionnement en eau

1. Insuffisance de bornes fontaines à Lassa, Talico, Kalabambougou, Sébénikoro et Sibiribougou
2. Insuffisance de fonctionnement de certains ouvrages d'approvisionnement en eau potable (forages et châteaux) à Hamdallaye, Lassa et Sébénikoro.

Volet 2 : Déchets solides ;

1. Insuffisance de dépôts de transits aménagés
2. Existence de GIE informels
3. Insuffisance de poubelles adéquates dans les concessions
4. Insuffisance de moyens d'évacuation des déchets solides
5. Existence de plusieurs dépôts anarchiques
6. Faible taux de recouvrement de précollecte
7. Faible capacité de prestation des GIE
8. Faible capacité de prestation de la DSUVA et absence d'équipement de la mairie pour la collecte secondaire
9. Inexistence de tri à la source

Volet 3 : Eaux usées domestiques ;

1. Rejet des eaux usées sur les voies et les espaces publics
2. Branchement des puisards sur les caniveaux et collecteurs par les concessions
3. Existence de puisards défectueux dans les rues



Photo 2 : Un puisard à ciel ouvert dans une rue à Djicoroni Para

4. Insuffisance de réseau mini égout dans la commune ;
5. insuffisance d'aménagement des rues

Volet 4 : Eaux usées artisanales ;

1. Rejet des eaux usées de teintureries dans les rues, les caniveaux, les collecteurs et le fleuve ;
2. Inexistence de lieux appropriés pour le regroupement des teinturiers

Volet 5 : Eaux pluviales ;

1. Utilisation des caniveaux et collecteurs comme dépotoirs d'ordures
2. Inexistence de caniveaux/collecteurs dans les quartiers périphériques (Lassa, Talico, Kalabambougou, Sébénikoro et Sibiribougou)
3. Inondation répétée de l'école Capitaine Sylla et celle du Fleuve à Djicoroni Para chaque saison des pluies

Volet 6 : Déchets biomédicaux ;

1. Mauvais tri des déchets biomédicaux au niveau des centres de santé
2. Méconnaissance des dangers liés à la manipulation des déchets biomédicaux
3. Risques liés au transport des déchets biomédicaux

Volet 7 : Lutte contre les rongeurs et les insectes :

1. Prolifération des rongeurs et des insectes

Volet 8 : Collaboration et communication entre les acteurs ;

1. Faible application des textes réglementaires et législatifs
2. Insuffisance de communication entre les acteurs

Volet 9 : Financement des activités (mobilisation des ressources).

1. Non paiement de la taxe de voirie et d'enlèvement des ordures ménagères (TVEOM)
2. Méfiance de la population à contribuer en avance pour la réalisation des ouvrages individuels et collectifs d'assainissement.

4.4. Analyse des problèmes

L'analyse des problèmes a porté sur les causes, leurs effets ou conséquences et les mesures à prendre (proposition de solutions) pour résoudre lesdits problèmes.

Tableau 3 : Analyse des problèmes

Volet	Problèmes majeurs	Causes principales	effets	Mesures à prendre
Approvisionnement en eau potable	<i>Insuffisance de système d'adduction d'eau dans les quartiers périphériques.</i>	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Insuffisance de bornes fontaines et de forages</i> - <i>Mauvaise politique de gestion de l'eau</i> - <i>Insuffisance de moyens financiers</i> - <i>Absence de branchements individuels</i> 	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Corvée pour les femmes</i> - <i>Utilisation de l'eau non traitée</i> - <i>Maladies</i> - <i>Coût élevé du prix de l'eau</i> - <i>Pauvreté</i> 	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Implication de la population</i> - <i>Extension de l'adduction d'eau dans tous les quartiers.</i> - <i>Mise en place de politique adéquate des gestions de l'eau</i> - <i>Mobilisation de ressources financières</i>
	<i>Non fonctionnalité de certains ouvrages hydrauliques</i>	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Insuffisance de moyens financiers</i> - <i>Mauvaise gestion de certains ouvrages</i> 	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Souffrance de la population</i> - <i>L'utilisation de l'eau non traitée</i> 	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Mobilisation de ressources financières pour la réhabilitation</i> - <i>Responsabilisation des futurs gestionnaires</i>
Déchets solides	<i>Insuffisance de dépôts de transits aménagés et fonctionnels</i>	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Non-respect du plan d'urbanisation</i> - <i>Manque de volonté politique</i> - <i>Manque de ressources financières.</i> 	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Création des dépôts anarchiques</i> - <i>Multiplication des vecteurs de maladies</i> - <i>Nuisances.</i> 	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Accélération et respect du plan d'urbanisation des quartiers non lotis</i> - <i>Recherche de partenaires.</i>
	<i>Existence de GIE informels</i>	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Mauvaise prestation des GIE formels</i> - <i>Manque de suivi du travail des GIE</i> - <i>Longue attente de charretiers formels au dépôt de transit (sous équipement de la DSUVA)</i> 	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Création de dépôts anarchiques</i> - <i>Affaiblissement des GIE</i> - <i>Difficultés dans le suivi et l'évaluation des GIE formels</i> 	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Renforcer les services techniques dans la lutte contre les informels (sorties)</i> - <i>Sensibilisation de la population</i>
	<i>Insuffisance de poubelles adéquates</i>	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Négligence de l'utilité des poubelles adéquates</i> - <i>Faible pouvoir d'achat de la population</i> 	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Difficultés dans le ramassage</i> - <i>Prolifération de vecteurs de maladie</i> - <i>Mauvaise odeurs</i> 	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Programme de subvention de poubelles</i> - <i>Sensibilisation de la population par rapport à l'utilité de poubelles adéquates</i>

	<i>Insuffisance de moyens d'évacuation des déchets solides</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Absence de politique d'équipement approprié - Sources financières limitées - Manque de dynamisme des acteurs. 	<ul style="list-style-type: none"> - Accumulation des ordures devant les familles et dépôts de transit - Création de dépôts anarchiques - Prolifération des vecteurs de maladies - Création de nuisances. 	<ul style="list-style-type: none"> - Accroître les subventions de l'Etat - Création de ligne de crédit d'équipement
	<i>Existence de plusieurs dépôts anarchiques</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance de dépôt de transit - Existence de GIE informels - Manque de volonté et de moyens de la Mairie 	<ul style="list-style-type: none"> - Prolifération de vecteurs de maladie - Mauvaise odeurs - Nuisances - Coût élevé pour l'évacuation 	<ul style="list-style-type: none"> - Evacuation - Responsabilisation du voisinage à veiller sur les endroits nettoyés - Implantation des plaques d'interdiction
	<i>Faible taux de recouvrement des frais de prestation de la pré collecte</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance d'IEC ou CCC - Mauvaise prestation des acteurs - Faible niveau de revenu. - Méconnaissance de l'utilité du service de ramassage d'ordures 	<ul style="list-style-type: none"> - Création de dépôts anarchiques - Consolidation de l'émergence de l'informel - Affaiblissement des GIE - Prolifération des vecteurs de maladies. 	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcement des IEC/CCC - Bonne répartition des zones d'intervention entre les GIE.
Déchets solides (suite)	<i>Faible capacité des prestations des GIE</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Longue attente de charretiers formels aux dépôts de transit (sous équipement de la DSUVA) - Moyen de transport non approprié 	<ul style="list-style-type: none"> - Consolidation de l'émergence de l'informel - Faible taux de recouvrement - Faible taux d'adhésion 	<ul style="list-style-type: none"> - Amélioration de l'évacuation des dépôts de transit - Modernisation progressive du parc des GIE
	<i>Faible valorisation des ordures et inexistence de tri à la source</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Manque de site et d'intérêts - Méconnaissance des techniques de valorisation - Insuffisance de poubelles. 	<ul style="list-style-type: none"> - Difficulté de recyclage - Exposition des acteurs à certaines maladies. - Dégradation des sols. 	<ul style="list-style-type: none"> - Recherche et aménagement des sites - Formation des acteurs - Doter les ménages en poubelles suffisantes <ul style="list-style-type: none"> • Sensibilisation de la population
Lutte contre insectes et rongeurs	<i>Prolifération des insectes et rongeurs.</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Séjour prolongé des déchets solides sur les dépôts - Stagnation des eaux usées - Cultures intra et extra domiciliaires - Présence des animaux dans les concessions. 	<ul style="list-style-type: none"> - Prolifération des maladies - Dégâts sur les infrastructures .d'eau et d'assainissement 	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcement des capacités d'évacuation des acteurs - Application des textes réglementaires - Organisation de campagnes de lutte anti-vectorielle. - Chercher des sites appropriés pour les parcs à bétails

Eaux usées domestiques et latrines	<i>Rejet d'eaux usées sur la voie et espaces publics</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance d'information - Insuffisance de lavoirs - Insuffisance/non entretien des puisards - Incivisme des populations - Non-application des textes par les ST - Faible revenu des populations - Mauvaise qualité de conception des ouvrages. 	<ul style="list-style-type: none"> - Pollution de l'environnement - Prolifération des vecteurs de maladies - Augmentation de la morbidité et de la mortalité - Réduction du revenu familial 	<ul style="list-style-type: none"> - Formation/information des populations - Mise en place d'un système de micro crédit solidaire pour financer les ouvrages domestiques - Construction de réseau de mini égouts - Entretien régulier des ouvrages - Suivi-évaluation.
	<i>Branchement des puisards à des caniveaux et collecteurs.</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Incivisme - Insuffisance d'information - Non-application des textes par les ST - Insuffisance de mini égouts. 	<ul style="list-style-type: none"> - Pollution de l'environnement - Nuisances des populations - Dégradation des ouvrages - Prolifération des vecteurs de maladies - Augmentation de la morbidité et de la mortalité 	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation/information - Formation des populations - Réalisation de mini égouts - Entretien des ouvrages - Application rigoureuse des textes - Suivi-évaluation.
	<i>Existence de puisard défectueux</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Incivisme - Insuffisance d'information - Non-application des textes par les ST 	<ul style="list-style-type: none"> - Pollution de l'environnement - Nuisances des populations - Prolifération des vecteurs de maladies - Insécurité de l'entourage 	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation/information - Formation des populations - Système de subvention de puisards adéquats - Application rigoureuse des textes par les ST
	<i>Insuffisance de mini égouts dans la commune.</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Coûts élevés du réseau mini égouts - Méconnaissance des réseaux mini égouts. 	<ul style="list-style-type: none"> - Déversement des eaux usées dans les rues et espaces - Pollution et nuisance de l'environnement 	<ul style="list-style-type: none"> - Construction d'un réseau de mini égouts - Sensibiliser, informer et former les populations - Mise en place d'un système de financement participatif de mini égouts - Suivi-évaluation.

Eaux usées artisanales (suite)	Insuffisance d'aménagement des rues.	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance de viabilisation des quartiers et des marchés - Non- planification de l'aménagement des rues - Insuffisance des ressources. 	<ul style="list-style-type: none"> - Dégradation de l'environnement - Accidents - Pollution - Circulation difficile des personnes et des biens. 	<ul style="list-style-type: none"> - Planifier l'aménagement des rues - Viabiliser normalement les quartiers et les marchés - Paver les rues - Suivi-évaluation.
	- Rejet d'eaux usées des teintureries dans les rues, les caniveaux, les collecteurs et le fleuve.	<ul style="list-style-type: none"> - Incivisme - Non application des textes - Inexistence de lieux appropriés pour le regroupement des teinturiers et des teinturières. 	<ul style="list-style-type: none"> - Dégradation du sol - Pollution des eaux des puits, du fleuve, de l'air. - Augmentation de la morbidité et mortalité 	<ul style="list-style-type: none"> - Doter les teinturiers d'un lieu approprié - Trouver une technologie appropriée pour le traitement des eaux de teinture - IEC. - Formation des teinturiers sur les dangers liés à leurs eaux usées - Confection de bacs de recueil des eaux usées
Eaux pluviales	Utilisation des caniveaux et collecteurs comme dépôts d'ordures.	<ul style="list-style-type: none"> - Incivisme - Non -application des règles d'hygiène - Caniveaux et collecteurs non couverts - Non adhésion aux services des GIE 	<ul style="list-style-type: none"> - Proliférations de vecteurs de maladies - Inondation pendant l'hivernage 	<ul style="list-style-type: none"> - Mobilisation des ressources - IEC - Application rigoureuse des textes - Curage des caniveaux/collecteurs - Adhésion obligatoire aux services des GIE
	Inexistence de caniveaux (et de collecteurs) dans les quartiers périphériques	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance de ressources financières - Mauvaise politique de viabilisation des quartiers. 	<ul style="list-style-type: none"> - Dégradation de l'environnement - Dégradation des rues - Inondations - Stagnation des eaux pluviales - Proliférations de vecteurs de maladies 	<ul style="list-style-type: none"> - Réalisation de caniveaux et collecteurs couverts
	Inondation de l'école Capitaine Sylla et celle du fleuve à Djicoroni	<ul style="list-style-type: none"> - Situation géographique (bas fonds) - Absence de caniveaux 	<ul style="list-style-type: none"> - Dégradation de l'environnement scolaire, - Stagnations des eaux pluviales - Prolifération des vecteurs de maladies 	<ul style="list-style-type: none"> - Remblai de la cour des deux écoles, - Réalisation de caniveaux
Déchets biomédicaux	Mauvais tri des déchets biomédicaux dans les centres de santé	<ul style="list-style-type: none"> - Incivisme - Non-application des règles d'hygiène. 	<ul style="list-style-type: none"> - Risques de pollution et de contamination - Mélange de DBM avec les ordures ordinaires 	<ul style="list-style-type: none"> - Formation continue du personnel - Suivi de l'application du plan de gestion par les chefs d'unités

	<i>Méconnaissance des risques liés à la mauvaise manipulation des déchets biomédicaux par certains agents</i>	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Insuffisance de formation du personnel socio-sanitaire</i> 	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Risques de blessures</i> - <i>Risques de pollution. Insalubrité des lieux</i> - <i>Rejet de déchets biomédicaux au niveau des dépôts d'ordures.</i> - <i>Risques liés au transport des DBM</i> 	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Formation continue du personnel</i> - <i>Suivi de l'application du plan de gestion par les chefs d'unités</i> - <i>Adhésion des structures au système de polarisation</i>
Collaboration et communication	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Faible application des textes réglementaires législatifs</i> 	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Manque de rigueur des autorités communales dans l'application des textes</i> - <i>Insuffisance de collaboration entre les acteurs</i> 	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Mauvaise gestion des déchets</i> - <i>Incivisme</i> 	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Application correcte des textes par les autorités communales</i> - <i>Mise à niveau des agents techniques</i> - <i>IECS de la population (information, éducation, sensibilisation)</i>
	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Insuffisance de coordination et de communication entre les acteurs</i> 	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Insuffisance de moyen</i> - <i>Faible implication de la Mairie</i> - <i>Insuffisance d'information de la part des services techniques</i> 	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Faible implication de certains acteurs aux actions d'assainissement</i> 	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Assurer le flux de l'information à temps</i> - <i>Renforcement des capacités du COPIDUC/AEP</i>
Mobilisation des ressources	<i>Non-paiement de la taxe de Voirie et d'enlèvement des ordures ménagères</i>	<i>Mauvaise organisation du recouvrement des ressources locales</i>	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Faiblesse des recettes</i> - <i>Non-respect de l'exécution des programmes de développement.</i> 	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Mettre en place un système fiable de recouvrement des taxes</i> - <i>Application des textes.</i>
	<i>Insuffisance de ressources financières allouées à l'assainissement</i>	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Faiblesse des ressources locales</i> 	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Faiblesse dans l'exécution des projets et programmes élaborés</i> 	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Sensibilisation</i> - <i>Recherche de partenaires financiers</i> - <i>Développer une stratégie de mobilisation des ressources financières</i>
	<i>Méfiance de la population à contribuer dans la réalisation des ouvrages d'eau et d'assainissement</i>	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Mauvaises expériences dans le passé</i> - <i>Insuffisance de communication avec les organisations de base</i> - <i>Manque de transparence financière</i> 	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Arrêt des programmes à mi chemin</i> 	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Implication de l'ensemble des acteurs locaux dès le début de la planification</i>

Formulation de vision :

Après discussion sur la vision 2014 dans le cadre de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement de la Commune IV, il a été retenu :

« Une commune assainie et bien servie en eau »

4.5. Analyse des objectifs

L'analyse des objectifs a concerné l'identification d'un objectif par volet, des activités majeures, des indicateurs de succès et des acteurs clés pour 3 ans (2011-2014)

Tableau 4 : Analyse des objectifs

Volet	Objectif	Activités	Indicateurs de succès	Acteurs clés
Eau potable	Assurer l'accès à l'eau potable, à travers le réseau d'adduction d'eau potable fonctionnel dans la commune en générale et dans les quartiers périphériques (Lassa, Talico, Sibiribougou, Kalabambougou, Sébénikoro) d'ici 2014	<ul style="list-style-type: none">• Extension du réseau d'adduction d'eau potable dans les quartiers• Se conformer à la Politique Nationale de la Gestion d'Eau• Réhabilitation des ouvrages existants• Installer des nouvelles BF publiques	<ul style="list-style-type: none">• Couverture de tous les quartiers de la C IV par le réseau d'adduction d'eau d'ici 2014• Mise en place des associations d'usagers d'eau potable dans tous les quartiers• Les forages de Lassa et Hamdallaye sont équipés d'AES	<ul style="list-style-type: none">• Chefs de quartier• Mairie• Associations des usagers d'eau potable• DRH• SOMAGEP• PTF
Eau pluviale	Assurer la couverture en caniveaux et collecteurs de tous les quartiers	<ul style="list-style-type: none">• Réalisation d'ouvrages couverts de drainage des eaux pluviales dans les quartiers de la Commune• Amélioration de collecteurs naturels (Sibiribougou-Sébé et Woyowanko) jusqu'au fleuve• Curage des caniveaux et des collecteurs existants• Aménagement de la cour de l'école du fleuve et celle de Capitaine Sylla à Djicoroni• Application rigoureusement les textes (interdire de déposer les ordures ménagères dans les caniveaux et collecteurs) IEC/CCC	<ul style="list-style-type: none">• 30 km de caniveaux et 12 km de Collecteurs réalisés et couverts d'ici 2014• Absence des ordures dans les caniveaux• Les cours des 2 écoles sont aménagés d'ici fin juin 2012• Une séance de sensibilisation est organisée par an et par quartier	<ul style="list-style-type: none">• Population• Mairie• CTAC• ANICT• PTF• DRUC

Déchets solides	Rendre la commune IV bien assainie, débarrassé de ses déchets solides d'ici 2014	<ul style="list-style-type: none"> • Equipement et renforcement des capacités des GIE • Lutte contre l'informel • Parfaire le zonage • Sensibilisation de la population • Subvention des poubelles adéquates • Création officielle de dépôts de transit dans 3 quartiers et leur évacuation régulière par la Mairie (Voirie) • Suivi évaluation des prestations des GIE • Evacuation et suppressions des dépôts anarchiques • Initiation du tri des déchets à la source 	<ul style="list-style-type: none"> • 15/20GIE sont dotés de moyens motorisés • La satisfaction de la population • L'existence de poubelles adéquates dans 80% des concessions • L'existence de 3 dépôts de transit aménagés • 90% des dépôts anarchiques sont évacués et supprimés • Une opération de tri a été réalisée dans une zone test d'un quartier 	<ul style="list-style-type: none"> • Mairie • GIE • Ménages • Chefs de quartier • CDQ • Association • PTF • Services techniques
Déchets biomédicaux	Gérer de façon efficiente les déchets biomédicaux de la Commune IV d'ici 2014	<ul style="list-style-type: none"> • Dotation des CSCOM en incinérateurs • La formation continue du personnel sanitaire • L'adhésion obligatoire des structures de santé privée au système de polarisation (incinération) 	<ul style="list-style-type: none"> • Existence des incinérateurs dans tous les CSCOM en fin 2012 • Séance de formation tenue/an • 60% des structures de santé privée adhèrent au système de polarisation 	<ul style="list-style-type: none"> • Personnel sanitaire • Mairie • Service Technique • ONG • Cabinets et cliniques privés
Eaux usées domestiques et latrines	Assurer une meilleure gestion des eaux usées domestiques et des latrines	<ul style="list-style-type: none"> • Réalisation des puisards adéquats et des lavoirs dans chaque famille • Réalisation de latrines au niveau des écoles et marchés • Recherche et aménagement du site de Samanko II pour le traitement des boues de vidange • Réalisation de réseaux de mini-égout 	<ul style="list-style-type: none"> • 2400 puisards - lavoirs sont réalisés dans les familles • 20 écoles ont bénéficiés de blocs latrines et 1 par marché • Le site de Samanko II est fonctionnel • 10 km de réseau mini égout sont réalisés dans les quartiers de Djicoroni, Hamdallaye et Lafiabougou 	<ul style="list-style-type: none"> • GIE • Entreprises • DRACPN • ST • CTAC • Mairie • PTF • Syndicat des vidangeurs

Collaboration et communication	Assurer la collaboration entre les différents acteurs de l'eau et de l'assainissement	<ul style="list-style-type: none"> • Information des différentes couches sociales (Mairie, chefs de quartier, GIE, associations) sur les activités du COPIDUC • Elaboration d'un plan de communication • Formation continue des agents techniques • Diffusion des textes réglementaires en langue nationale 	<ul style="list-style-type: none"> • 6 émissions radios et un débat télé sont organisés par an • COPIDUC possède un plan de communication • 1 formation organisée par an à l'intention des agents de chaque ST • Les textes réglementaires sont traduits en langue nationale 	<ul style="list-style-type: none"> • Mairie • ST • Police • Chefs de quartier • Associations et organisations communautaires (OCB)
Eaux usées artisanales	Assurer une meilleure gestion des eaux usées artisanales	<ul style="list-style-type: none"> • Regroupement des teinturiers dans un lieu aménagé • Installation de stations de traitement des eaux usées artisanales • Organisation des campagnes de sensibilisation des acteurs • Mobilisation de ressources internes 	<ul style="list-style-type: none"> • Existence de site aménagé • Existence des stations de traitement pour les eaux usées artisanales • 1 campagne de sensibilisation pour les teinturiers organisée par an 	<ul style="list-style-type: none"> • Mairie • ST • Association des teinturiers • Chambre de métiers • DRUC • PTF
Mobilisation des ressources	Mettre en place une stratégie de mobilisation des ressources	<ul style="list-style-type: none"> • Développement d'une stratégie interne de mobilisation des ressources financières • Mise en place un système fiable de recouvrement des taxes • Recherche de partenaires financiers (formation en technique de négociation et en plaidoyer lobbying) 	<ul style="list-style-type: none"> • Un système fiable de recouvrement des taxes a été mis en place • 80% des prévisions des ressources internes allouées à l'eau et l'assainissement sont mobilisées • Financement acquis 	<ul style="list-style-type: none"> • Mairie • ST • PTF • Agents de recouvrement, perception, Impôts et population
Lutte contre les rongeurs et les insectes	Réduire les vecteurs de maladie dans la Commune	<ul style="list-style-type: none"> • Organisation des campagnes d'élimination des rongeurs avec ristourne • Lutte contre les insectes • Déplacement des parcs d'animaux à l'extérieur des quartiers • Application des textes réglementaires 	<ul style="list-style-type: none"> • Au moins une campagne de désinsectisation et de dératisation est organisée par an de 2012-2013 • Un site de parc approprié existe en dehors des zones d'habitations 	<ul style="list-style-type: none"> • Mairie, SACPN, BH, BUPE, PTF

4.6. Elaboration du plan triennal

Elaboration du plan triennal

Tableau 5 : Plan triennal provisoire d'eau potable et d'assainissement

Volet	Activités majeures	Sous activités	Période d'exécution	Coûts estimatifs	Sources de financement		Responsable
					Mairie	PTF	
1. Eaux potables	1. Réalisation d'adduction d'eau potable (AES) dans les quartiers périphériques (Lassa, Talico, Sibiribougou et Kalabambougou) et Lafiabougou-Bougoudani	1a) Commanditer une étude de faisabilité d'AES dans les quartiers périphériques et Lafiabougou-Bougoudani	A partir du 4 ^{ème} T 2011	4 400 000	20%	80%	3 ^{ème} Adjoint
		1b) Réaliser le réseau d'adduction d'eau	1 ^{er} T 2012- déc 2013	700 000 000	5%	95%	AUE
		1c) Installer 60 BF sur le réseau d'adduction	2 ^{ème} T 2012- déc 2013	240 000 000	-	100%	
		1d) Exploiter le réseau par des exploitants privés (appel d'offres)	1 ^{er} T 2014				
		1 ^e) Suivre la réalisation des AES avec implication de la DRH	1 ^{er} T 2012- 1 ^{er} T 2014	14 000 000	10	90%	
	2. Application de la politique nationale de gestion de l'eau	2a) Connaître le code de l'eau – formation (AUPEP, élus, chefs de quartier, CDQ)	A partir du 4 ^{ème} T 2011	1 600 000	100%	-	Maire
	2b) Appliquer le code de l'eau	A partir du 3 ^{ème} T 11- 1 ^{er} T 2014	960 000	100%		BH	
	2c) Faire des prélèvements semestriels d'eau de puits, de forages et d'autres sources d'eau potable pour analyse par quartier	Du 3 ^{ème} T 2011 au 1 ^{er} T 2014	600 000	100%			
	2d) Faire adhérer la population au projet (sensibilisation)						

	3. Réhabilitation des ouvrages non fonctionnels (Lassa, Sébénikoro et Hamdallaye)	4a) Diagnostiquer la faisabilité d'équiper 2 forages de Lassa en château avec BF	4 ^{ème} T 2011	360 000	100%	-	Maire
		4b) Equiper le forage de Hamdallaye	4 ^{ème} T 2011	55 500 000	-	100%	
		4c) Faire un devis estimatif des réparations des 3 forages et 2 châteaux de Sébénikoro	3 ^{ème} T 2011	360 000	100%		
		4d) Réparer les ouvrages	4 ^{ème} T 2011	600 000	100%		
	4 ^e) Nettoyer les châteaux (8) d'eau potable chaque année	4 ^{ème} T 2013	4 800 000	100% (AUE)		AUE (opérateur)	
	Sous total 1			1 021 900 000			
2. Déchets solides	1. Equipement et renforcement des capacités des GIE	1a) Identifier les besoins des GIE en engins motorisés	4 ^{ème} T 2011	-	-	-	CPAC
		1b) Faire une étude pour comparer charrettes et moyens motorisés et faire apprécier par la population	1 ^{er} T 2012	1 800 000	-	100%	COPIDUC/AEP
	2. Subvention de poubelles adéquates	2a) Evaluer les besoins en poubelles	2 ^{ème} semestre 2011		-		COPIDUC/AEP
		2b) Continuer l'opération poubelles subventionnées	2011-2013	120 000 000		100%	
	3. Création officielle de dépôts de transit	3a) Aménager les dépôts existants (Lafiabougou, Hamdallaye, Talico)	07/2011-07/2012	290 000 000	20%	80%	Mairie
3b) Identifier et aménager des sites de dépôts de transits (Sibiribougou, Kalabambougou, Sébénikoro)		07/2011-07/2013	120 000 000	20%	80%	Gouvernorat	

4. Suivi-évaluation des prestations des GIE	4a) Créer une commission chargée de suivi et d'évaluation des activités des GIE et de lutter contre les informels 4b) Elaborer un programme de sensibilisation par quartier 4c) Former les agents au niveau des dépôts de transit	Semestriellement jusqu'en 2013	2 100 000	20%	80%	COPIDUC/AEP
			2 400 000	-	100%	
		1 ^{er} T 2012	1 600 000	-	100%	
5. Suppression des dépôts anarchiques	5a) Evacuer et supprimer les dépôts anarchiques 5b) Impliquer la population riveraine dans la surveillance 5c) Equipement de la mairie en camion (4) 5d) Evacuer régulièrement les dépôts autorisés y compris frais de fonctionnement 5e) Evacuer le dépôt Ladamu 5f) Aménager les espaces de dépôts anarchiques dégagés aux abords du fleuve à Djicoroni	A partir du 4 ^{ème} T 2011	750 000 000	20%	80%	3 ^{ème} Adjoint
		2011-2012	-	-	-	
		2012- 2014	200 000 000	20%	80%	Maire
		2011-2014	150 000 000	40%	60%	Maire
		4 ^{ème} T 2011	50 000 000	-	100%	Maire
		3 ^{ème} T 2011 –déc 2012	1 800 000	-	100%	
6. Valorisation des déchets	6a) Faire une étude de faisabilité 6b) Initier le tri à la source dans un quartier test 6c) Former les acteurs sur les techniques de valorisation 6d) Appuyer à la valorisation des déchets	2012	1 000 000	100%		COPIDUC/AEP
		2012	2 000 000	20%	80%	
		2012- 2014	900 000	-	100%	
		A partir de 2012	PM		100%	
Sous total 2			1 691 200 000			

3. Eaux usées domestiques et latrines	1. Réalisation des puisards et lavoirs adéquats dans chaque famille	1a) Subventionner des puisards- lavoirs (2400) dans tous les quartiers de la commune 1b) Mobiliser la contribution des familles	A partir du 1 ^{er} T 2012 à déc 2013 1 ^{er} T 2012- déc 2013	384 000 000	5% (bénéficiaires)	95%	3 ^{ème} Adjoint
	2. Réalisation de latrines au niveau des écoles et des marchés	2a) Réaliser des blocs latrines dans les écoles (30) 2b) Réaliser des blocs latrines dans les marchés (10) 2b) Former les gérants des toilettes publiques dans la bonne gestion (entretien)	A partir du 1 ^{er} T 2012- 2013	52 500 000	-	100%	3 ^{ème} Adjoint
			2 ^{ème} T 2012	15 000 000	20% (Coop des marchés)	80%	
				600 000	-	100%	
	3. Recherche et aménagement de sites pour le traitement des boues de vidange	3a) Démarcher la mairie du District et l'appuyer dans la recherche de site approprié 3b) Chercher un titre au site de Samanko II 3c) Réhabiliter et agrandir le site de traitement des boues de vidange à Samanko II	A partir du 4 ^{ème} T 2011	-	-	-	3 ^{ème} Adjoint/Mairie du District
			A partir du 1 ^{er} T 2012 2 ^{ème} T 2012	200 000 000	-	100%	
					-	-	
	4. Réalisation de mini-égouts	4a) Subventionner la réalisation de réseau mini-égout (6000 ml) dans les quartiers de Djicoroni, Hamdallaye et Lafiabougou 4b) Sensibiliser et mobiliser la contribution des bénéficiaires 4c) Former des jeunes pour l'entretien du réseau 4c) Suivre les activités	A partir du 1 ^{er} T 2012-2014	60 000 000	5% (bénéficiaires)	95%	Maire
			A partir de 2012 2012- 2014	1 500 000	100%	-	
				600 000	100%	-	
				1 200 000	100%	-	

	Sous total 3			715 400 000			
4. Eaux usées artisanales	1. Regroupement des teinturiers dans un lieu aménagé	1a) Chercher un site approprié 1b) Aménager le site	2011-2012	- 40 000 000	-	100%	Maire
	2. Installation de traitement des eaux usées artisanales	2a) Réaliser un ouvrage de traitement des eaux usées artisanales	2011-2012	150 000 000	20% bénéficiaires	80%	3 ^{ème} Adjoint
	3. Organisation des campagnes de sensibilisation des acteurs	3a) Organiser des réunions de sensibilisation et formation des acteurs 3b) Mobiliser les ressources internes des bénéficiaires	2011-2012	600 000	-	100%	COPIDUC/AEP
	Sous total 4			190 600 000			
5. Eaux pluviales	1. Réalisation d'ouvrages couverts (caniveaux et collecteurs) de drainage des eaux pluviales dans les quartiers de la Commune	1a) Commanditer une étude de faisabilité des ouvrages de drainage des eaux pluviales dans les quartiers	1 ^{er} T 2012 au 2 ^{ème} T 2012	91 000 000	10%	90%	DRUC Maire
		1b) Réaliser les ouvrages 1c) Suivre et évaluer la réalisation des ouvrages	3 ^{ème} T 2012 au 1 ^{er} T 2014	2 600 000 000	5%	100%	
	2. Aménagement de collecteurs naturels (Sibiribougou-Sébénikoro et Woyowayanko) jusqu'au fleuve	2a) Faire une étude de faisabilité d'aménagement des 2 collecteurs naturels 2b) Aménager les 2 collecteurs naturels (Sibiribg-Sébé et Woyowayanko Talico-Djicoroni) environ 11 km	2 ^{ème} T 2012 4 ^{ème} T 2012- au 1 ^{er} T 2014	56 000 000 700 000 000	20% -	80% 100%	Maire

3. Curage des caniveaux et des collecteurs	3a) Faire connaître les textes par la population ((sensibiliser la population)	2 ^{ème} T	2 500 000	10%	90%	Maire
	3b) Curer 5 km de caniveaux et évacuer les déblais	2012/an jusqu'en début 2014	12 000 000	20%	80%	
	3c) Curer 3 km de collecteurs et évacuer les déblais		12 000 000	20%	80%	
4. Aménagement la cour des écoles Capitaine Sylla et fleuve de Djicoroni Para	4a) Etudier la faisabilité d'aménagement des 2 écoles	4 ^{ème} T 2011	21 000 000		100%	Maire
	4b) Aménager l'école capitaine Sylla à Djicoroni (remblai et caniveaux)	1 ^{er} T au 2 ^{ème} T 2012	300 000 000	-	100%	
	4c) Aménager l'école du fleuve à Djicoroni Para (remblai et réaliser caniveaux)	Du 1 ^{er} au 2 ^{ème} T 2012	300 000 000	-	100%	
5. Aménagement de certains marchés de la Commune	5a) Etudier la faisabilité de dallage des marchés (8)	2 ^{ème} T 2012 au 3 ^{ème} T 2012	84 000 000	5%	95%	Maire
	5b) Daller les marchés prioritaires 5c) Construire des hangars 5d) Suivre la réalisation des travaux	4 ^{ème} T 2012 au 1 ^{er} T 2014	2 400 000 000		100%	
5. Aménagement de la cour de 8 écoles de la commune	6a) Etude de faisabilité d'aménagement de 8 écoles	2 ^{ème} T 2012 au 1 ^{er} T 2014	56 000 000	5%	95%	Maire
	6b) Aménager les cours des 8 écoles		1 600 000 000		100%	
Sous total 5			8 234 500 000			

6. Déchets biomédicaux	1. Dotation des CSCOM en incinérateurs	1a) Suivre l'utilisation effective des incinérateurs dans les CSCOM aussi bien que dans les centres de santé privés 1b) Rechercher le financement pour les incinérateurs des CSCOM de Kalabambougou, Talico, Lassa, Sébé et Djicoroni 1c) Chercher un moyen de transport spécifique pour les DBM (camionnette)	1 ^{er} T 2012- 2014	1 200 000	100%	-	BH
			2012	2 500 000	-	100% (Etat)	BH
			4 ^{ème} T 11	-	-	-	BH
			3 ^{ème} T 12	10 000 000	10%	90%	BH
	2. Formation continue du personnel sanitaire sur la gestion des DBM	2a) Regrouper les agents de santé et les former	2 fois/an jusqu'en 2013 2012	3 200 000	-	100%	BH
	Sous total 6			39 400 000			
7. Lutte contre les rongeurs et les insectes/ Lutte anti	1. Organisation de campagnes d'élimination des rongeurs avec ristourne	1a) Informer la population que les agents d'élimination sont payés en fonction des nombres de rongeurs éliminés	A partir de 2012	600 000	100%	-	SACPN
	2. Lutte contre les insectes	2a) Organiser et exécuter des campagnes de désinsectisation, de fumigation	2012- 2013	12 000 000	-	100%	BH
	3. Déplacement des parcs d'animaux à l'extérieur des quartiers	3a) Chercher un lieu approprié pour le parc à bétail	A partir de 2012	-	-	-	BUPE

	4. Application rigoureuse des textes	4a) Suivi régulier pour l'application des textes réglementaires 4b) Créer et aménager une fourrière 4c) Lutter contre les cultures hautes dans la Commune 4d) Lutter contre les cultures intra- domiciliaries	A partir de 2012-2014 2012 2011- 2013 2011- 2013	1 800 000 6 000 000 900 000 900 000	100% 10% 100% -	- 80%	SACPN Maire BUPE
	Sous total 7			20 400 000			
8. Collaboration et communication	1. Assurer la collaboration entre les différents acteurs de l'eau et de l'assainissement	1a) Renforcer les capacités des ST en moyens de déplacement 1b) Assurer les frais d'essence pour les sorties des ST 1c) Former les ST sur l'éducation en AEPHA 1d) Informer d'avantage la population sur le rôle du COPIDUC dans la Commune 1e) Organiser des séances de IEC sur les enjeux de l'eau et de l'assainissement par quartier et faire des débats radios et télé 1f) Instaurer les journées de salubrité mensuelle dans les écoles et les quartiers	A partir du 1 ^{er} T 2012	5 250 000	100%	-	Maire
				1 008 000	100%	-	
				12 000 000	-	100%	COPIDUC/AEP
				300 000	-	100%	
			A partir du 2 ^{ème} Semestre 2011-2012 2011-2014	8 960 000	20%	80%	
A partir du 4 ^{ème} T 2011- 1 ^{er} T 2014	6 000 000	-	100%				
	Sous total 8			33 818 000			

9. Mobilisation des ressources	1. Mise en place d'une stratégie de mobilisation des ressources (recherche de partenaires)	1a) Elaborer une stratégie d'approche des PTF et les documents y afférents	A partir du 4 ^{ème} T 2011	6 000 000	20%	80%	Maire
		1b) Elaborer une approche de contribution des opérateurs économiques C IV	A partir du 4 ^{ème} T 2011	3 000 000	100%	-	COPIDUC/AEP
		1c) Monter des projets sur les différents volets et aller les soumettre aux PTF	A partir du 4 ^{ème} T 2011	-	-	-	
	2. Développement d'une stratégie interne de mobilisation de ressources financières	2a) Former des élus sur les stratégies de mobilisation de ressources financières	A partir de 2011	3 000 00	20%	80%	Maire
		2b) Evaluer le potentiel des impôts et taxes de la Commune	A partir de 2011	1 200 000	100%	-	
		2c) Mettre en place un mécanisme approprié de recouvrement des taxes	A partir du 4 ^{ème} T 2011	-	-	-	
2d) Former les recouvreurs de taxes		1 ^{er} T 2012	700 000	100%	-		
2e) Suivre et évaluer le mécanisme	4 ^{ème} T 2012	600 000	100%	-			
	Sous total 9			14 500 00			
Pavage des voies	Aménagement des voies et publiques dans les quartiers de Djicoroni, Hamdallaye, Taliko, Lafiabougou, Lassa et Sébénikoro	Etudier la faisabilité de pavages des voies publiques Paver les voies publiques	2012- 1 ^{er} T 2014	9 315 500 000	5%	95%	Maire
	Sous total 10			9 315 500 000			
	TOTAL GENERAL			21 234 218 000			

NB : Deux alternatives sont présentées pour l'aménagement des voies publiques (pavage et bitumage). Les détails des longueurs des voies par quartier et leurs coûts sont ci-dessous.

Tableau 6 : Devis estimatifs de pavage et de bitumage des voies publiques

DESIGNATION	Longueur (ml)	COÛT (en FCFA)	
		Pavage	Bitumage
Hamdallaye			
Rue Ecole Plateau-Ecole du marché-1er cycle Ouolofobougou	1550	620 000 000	1 162 500 000
Rue Plateau 2ème cycle-Lazare	550	220 000 000	412 500 000
Djicoroni			
Rue RN5- Usine Céramique fleuve	850	467 500 000	935 000 000
Réhabilitation Rue Camp Para- fleuve	950	522 500 000	1 045 000 000
Gningnin Carré	900	495 000 000	990 000 000
Taliko			
Voie principale cimetièrè Taliko	1000	550 000 000	1 100 000 000
Voie Mairie Secondaire Taliko- Cheick Zayed	1240	682 000 000	1 364 000 000
Voie d accès Taliko (Amaldème)	820	451 000 000	902 000 000
Lafiabougou			
Prolongement rue pavée Pharmacie N'PEWO Branche Cheick Zayed- Rond point CAN	1450	797 500 000	1 595 000 000
Basculé vers colline	1 000	550 000 000	1 100 000 000
Rue 5 ème Arrondissement frontière Hamdallaye- Lafiabougou- Lycée Prospère	650	357 500 000	715 000 000
Rue dépôt Ladamu	400	220 000 000	440 000 000
Rue froufrou carré 2ème rond point konlon yélugue voie pavée	950	522 500 000	1 045 000 000
Rue Rond point Cabral- Eglise	900	495 000 000	990 000 000
Sébénikoro			
Voie d'accès à Kalabanbougou	2250	1 237 500 000	2 475 000 000
Voie Commissariat 9 ème Arrondissement	1350	742 500 000	1 485 000 000
Lassa			
Voie Lassa	700	385 000 000	770 000 000
TOTAL		9 315 500 000	18 526 000 000

Tableau 7 : Synthèse du plan triennal par volet

Volet	Objectif	Coût estimatif (F CFA)
Eaux potables	Assurer l'accès à l'eau potable, à travers de réseau d'adduction d'eau potable fonctionnel dans les quartiers périphériques d'ici 2014	1 021 900 000
Eaux pluviales	Assurer la couverture en caniveaux et collecteurs de tous les quartiers d'ici 2014	3 473 500 000
Déchets solides	Rendre la commune IV bien assainie, débarrassé de ses déchets solides d'ici 2014	1 691 200 000
Déchets biomédicaux	Gérer de façon efficiente les déchets biomédicaux de la Commune IV d'ici 2014	39 400 000
Eaux usées domestiques	Assurer une meilleure gestion des eaux usées domestiques et des latrines d'ici début 2014	715 400 000
Eaux usées artisanales	Assurer une meilleure gestion des eaux usées artisanales d'ici 2014	190 600 000
Lutte contre les rongeurs	Réduire les vecteurs de maladie dans la Commune	20 400 000
Collaboration Communication	Assurer le fonctionnement du COPIDUC/AEP d'ici 2014	33 918 000
Mobilisation des ressources	Mettre en place une stratégie de mobilisation des ressources internes et externes d'ici début 2014	14 500 000
Aménagement des voies publiques	Améliorer l'état de certaines voies principales par leur pavage	9 315 500 000
TOTAL GENERAL		16 516 218 000

Le budget provisoire de ce plan triennal est de **16 516 218 000 F (SEIZE MILLIARDS CINQ CENT SEIZE MILLIONS DEUX CENT DIX HUIT MILLE) CFA.**

Ces coûts sont des estimations recueillies auprès des services techniques, des documents de planification et des Cabinets de référence. Il reste certains coûts (aménagement de la cour des 2 écoles) à déterminer car demandent des études spécifiques.

4.7. Recommandations

Les participants de l'atelier ont formulés des recommandations, après les 4 journées de travail intense, qui ont aboutis à l'élaboration du plan triennal mi 2011 à mi 2014 de la Commune IV pour les services d'approvisionnement en eau potable et en assainissement. Elles sont les suivantes :

- Appliquer systématiquement les résultats de l'atelier ;
- Envoyer la synthèse des résultats de l'atelier à chaque participant ;

- Prendre plus de temps dans l'avenir pour l'élaboration du plan ;
- Identifier les PTF, auxquels envoyer le document validé ;
- Démarcher les opérateurs économiques de la Commune avec des projets ficelés ;
- Créer une commission de suivi de la mise en œuvre ;
- Soumettre le document finalisé à temps à la Commission Eau – Assainissement

Après ces recommandations, la clôture de l'atelier a été faite par le 3^{ème} Adjoint au Maire. Mais auparavant le représentant des chefs de quartier a remercié tous les participants pour leur contribution à cet atelier. Il a souhaité que la mairie s'investisse auprès des partenaires pour relever le défi d'amélioration du cadre de vie de la population de la Commune IV en matière d'approvisionnement en eau et d'assainissement.

Le 3^{ème} Adjoint a remercié l'ONG PROTOS, qui n'a ménagé aucun effort pour la réussite de cet atelier et a déclaré clos l'atelier d'élaboration du plan triennal de la Commune IV.

5. ANNEXES

Annexe 1 : Analyse qualitative des résultats d'évaluation

Analyse des résultats de l'évaluation des besoins pour assurer un accès durable aux services d'eau et d'assainissement en Commune IV

L'analyse des résultats de l'évaluation menée auprès des acteurs de l'eau et de l'assainissement a été faite par les superviseurs et les coordinateurs après dépouillement. A ces résultats il faut ajouter ceux des rencontres avec des personnes ressources et de la revue de littérature notamment l' »Etude sur l'état des lieux des ouvrages /équipement individuels et collectifs d'assainissement dans la Commune IV » (SNV 2005).

On peut retenir les volets suivants :

- Approvisionnement en eau ;
- Déchets solides ;
- Eaux usées domestiques ;
- Eaux usées artisanales ;
- Eaux pluviales ;
- Déchets biomédicaux ;
- Collaboration et communication entre les acteurs ;
- Financement des activités (mobilisation des ressources).

Volet approvisionnement en eau potable

Les acquis ou forces

- Existence de plusieurs robinets de branchement individuels au réseau SOMAGEP (ex EDM) (9 869 dans la Commune (source : DRH 2011);
- Existence 409 bornes fontaines dans la commune (source : DRH 2011);
- Existence de six AES dans les quartiers périphériques;
- Présence de trois puits à grand diamètre à Sébénikoro et Lassa ;
- Des jeunes formés à Sibiribougou pour le traitement des puits avec l'eau de javel par AaDEC en 2008;
- Présence d'adduction d'eau dans tous les quartiers.
- Utilisation de différentes méthodes de traitement de l'eau potable par une partie de la population

Les faiblesses

- Insuffisance de bornes fontaines à Lassa, Talico, Kalabambougou, Sébénikoro et Sibiribougou
- 58% des concessions s'approvisionnent à l'extérieur (manque de branchement individuel ; source SNV 2005/2006) ; la présente enquête a montré que 66% des concessions enquêtées ne possèdent pas de branchement individuel ;
- 34% des concessions utilisant des puits traditionnels disent les utiliser comme sources d'eau de consommation

Les potentialités

- Existence de projet d'alimentation en eau potable Kabala mais à moyen terme (SOMAPEP-SA) – fin du projet prévu pour 2015 ;
- Existence de projet d'installation de trois bornes fontaines à Talico (ALPHALOG/WaterAid) ;
- Volonté de la Mairie de la Commune IV de s'impliquer d'avantage dans le suivi de la gestion des bornes fontaines

Volets déchets solides

Les acquis ou forces

- 88% des concessions utilisent des récipients pour le conditionnement des ordures ménagères au niveau de la Commune (SNV 2005/2006) ; *
- 55% des concessions disent qu'ils sont abonnés aux services des GIE
- Existence d'une vingtaine de GIE pour la Commune ;
- La mécanisation de la collecte primaire (tracteur) à Hamdallaye et des tricycles à Djicoroni para et Sébénikoro ;
- Existence de trois dépôts autorisés et opérationnels et deux dépôts autorisés mais non fonctionnels ;
- Le tamisage des ordures ménagères pour l'extraction de terreau sur certains dépôts

Les faiblesses

Les faiblesses constatées au cours de l'étude sont :

- 70% des concessions ne possèdent pas de poubelles appropriées
- Intervention des pousse-pousses et des membres de famille dans la précollecte des ordures ménagères ;
- Insuffisance de dépôts de transits autorisés et fonctionnels ;
- Non aménagement des dépôts existants ;
- Mauvaise prestation de certains GIE ;
- Faible valorisation des déchets organiques ;
- Faible adhésion des structures publiques (p.ex. écoles) aux services des GIE ;
- Existence d'un grand nombre de dépôts anarchiques ;
- Sous équipement des GIE et de la DSUVA ;
- Inexistence de décharge finale aménagée et contrôlée ;

Les potentialités

- Financement acquis pour l'aménagement des dépôts de transit à Hamdallaye et Lafiabougou (Coop. Anger-Bamako et al. et ONG AGIR/Projet MLI017 Lux Développement) ;
- Volonté de la Mairie de la Commune IV de s'impliquer d'avantage dans le suivi des GIE

Volets eaux usées domestiques /Latrines

Les acquis ou forces

- 83% des concessions ont des toilettes bien entretenues (SNV 2005/2006);
- 80% des concessions font la vidange mécanique (SNV 2005/2006);
- 83% des concessions ont des puisards pour les toilettes (SNV 2005/2006);
- Existence de toilettes dans certains lieux publics (établissement scolaire, marché, auto gare, mosquées)
- Existence de camion « Spiros » pour la vidange des fosses septique/fixes ;
- Existence d'une station expérimentale de traitement des déchets liquides à Samanko II dont la qualité technique reste à améliorer

Les faiblesses

- Rejet d'eaux usées sur la voie et espaces publics entraînant la dégradation du réseau routier
- Insuffisance de réseaux mini-égouts dans la Commune ;
- Existence d'eaux usées stagnantes dans 56% des concessions ;
- Coûts élevés des installations d'assainissement (puisards, latrines)
- Branchement de puisards et toilettes à des caniveaux et collecteurs
- 73% des puisards se trouve à l'extérieur de la concession (= dans l'espace publique)
- Prolifération des vecteurs de maladies liées à la mauvaise gestion des déchets liquides ainsi que du rejet d'eaux usées sur les voies et les espaces publics
- Manque de station de traitement pour les boues de vidange

Les potentialités

- La collaboration avec PROTOS, CREPA-Mali

Eaux usées artisanales

Les acquis ou forces

- Existence d'une association des teinturiers
- Formation sur les dangers liés à la mauvaise gestion des eaux usées de la teinture suivie par une soixantaine de personnes

Les faiblesses

- Inexistence d'installation de traitement des eaux artisanales ;
- Inexistence de lieux appropriés pour le regroupement des teinturiers et teinturières
- Rejet d'eaux usées de teinturerie dans les rues, les caniveaux, les collecteurs et le fleuve

Eaux pluviales

Les acquis ou forces

- Existence d'un réseau de 41 000 ml de caniveaux et 10 129 ml de collecteurs dans la Commune (SNV-2009)
- La proximité du fleuve Niger à la Commune

Les faiblesses

- Insuffisance de caniveaux et de collecteurs dans la Commune ;
- Inexistence de caniveaux et de collecteurs dans les quartiers de Lassa, Kalabambougou et Talico ;
- Utilisation des caniveaux et collecteurs comme dépotoirs d'ordures ;
- Utilisation des caniveaux pour le déversement des eaux usées
- Une bonne partie des caniveaux est dégradée ou bourrée de saletés.

Les potentialités

- Présence de trois collecteurs naturels non aménagés

Déchets biomédicaux

Les acquis ou forces

- Un début de tri des déchets biomédicaux au niveau des centres de santé publics ;
- Existence deux incinérateurs fonctionnels dans la Commune ;
- Certains CSCOM amènent leurs déchets à incinérer au CSRef.
- Implication communautaire dans la gestion des centres de santé

Les faiblesses

- Mauvais tri des déchets biomédicaux au niveau de certains cabinets et cliniques ;
- Méconnaissance des risques liés à la manipulation des déchets biomédicaux par certaines personnes
- Les risques liés au transport des déchets biomédicaux par la non qualification des agents chargés de ce travail.

Collaboration et communication entre les acteurs

Les acquis ou forces

- Volonté politique des autorités communales pour assainir la Commune ;
- Disponibilité des services techniques de la Mairie ;
- Bonne collaboration entre certains acteurs de l'assainissement ;
- Existence du COPIDUC/AEP regroupant tous les acteurs de l'assainissement ;
- Existence de 20 GIE fonctionnels regroupés en coordination (CPAC)
- Existence de textes réglementaires et législatifs en matière de protection de l'environnement ;
- Collaboration avec des partenaires locaux.

Les faiblesses

- Faible application des textes réglementaires et législatifs ;
- Incivisme des populations ;
- Insuffisance de communication entre certains acteurs ;
- Absence ou rupture de financement des programmes d'assainissement ;
- Absence de service déconcentrée de l'hydraulique

Les potentialités

- Présence de partenaires techniques (GIZ, CEK, ONG AGIR, PROTOS, CREPA-Mali, ALPHALOG/WaterAID, AaDEC/PGP, AMRAD).

Financement des activités (mobilisation des ressources)

Les acquis ou forces

- L'assistance technique de certains partenaires (DRACPN, Mairie du District) ;
- La disponibilité de la mairie à contribuer financièrement aux actions d'assainissement

Les faiblesses

- Faible niveau de revenu des populations et par conséquent faible contribution de leur part à la réalisation des ouvrages d'assainissement (p.ex. puisard, réseau mini-égout) ou défaillance dans le paiement des prestations des GIE;
- Non paiement des impôts et taxes par la population ;

Annexe 2 : Problèmes et solutions évoqués par quartier par la population

Djicoroni :

Problèmes majeurs:

1. Insuffisance de poubelles adéquates dans les concessions ;
2. Insuffisance de caniveaux et de puisards;
3. Insuffisance de BF;
4. Coupures d'eau;
5. Manque de dépôt de transit;
6. Non protection de la servitude du fleuve
7. Faible prestation des GIE
8. Pratique de la teinturerie au fleuve
9. Marchés impraticables pendant l'hivernage

Propositions de solutions:

1. Doter les concessions de poubelles;
2. Réaliser des BF; aménager un dépôt de transit;
3. Réaliser des puisards,
4. Caniveaux;
5. Renforcer le réseau EDM;
6. Suivi des GIE

Hamdallaye :

Problèmes majeurs:

1. Gestion des déchets solides et liquides est défaillante;
2. Surtout la performance des GIE,
3. Les caniveaux bouchés et
4. Insalubrité de l'environnement
5. Marché insalubre
6. Insuffisance de caniveaux et de collecteurs
7. Insuffisance de puisards adéquats

Propositions de solutions:

1. Renforcement/suivi des GIE,
2. Curage des caniveaux,
3. Sensibilisation de la population

ACI 2000 :

Problèmes majeurs:

1. La grande majorité constate l'état mauvais des rues à cause du déversement des eaux usées;

2. Quelques un remarquent les déchets solides

Propositions de solutions:

1. Plus d'engagement de la mairie,
2. Obligation de construire des puisards

Lafiabougou :

Problèmes majeurs:

1. Déversement des eaux usées dans les rues;
2. Stagnation des eaux de pluies dans les rues ;
3. Insuffisance des points d'eau potable dans certaines zones;
4. Faible prestation des GIE;
5. Puisards adéquats insuffisants et défectueux;
6. Caniveaux non-curés
7. Insuffisance de caniveaux et de collecteurs
8. Marchés insalubres

Propositions de solutions:

1. Réaliser des caniveaux;
2. Multiplier les BF; sanctionner les infractions;
3. Curer les caniveaux;
4. Sensibiliser la population;
5. Organiser des journées de salubrité.

Sébénikoro :

Problèmes majeurs:

1. Insuffisance de puisards;
2. Insuffisance de Bornes Fontaines (BF);
3. Evacuation difficile des eaux de pluies;
4. Insuffisance de caniveaux et de collecteurs
5. Marché insalubre
6. Puisards à ciel ouvert dans les rues
7. Canal qui lie Sibiribougou, Kalabambougou à Sébénikoro pour aboutir au fleuve non aménagé

Proposition de solutions:

1. Réalisation de puisards et de caniveaux;
2. Contrôle par les ST;
3. Réalisation d'ouvrage d'eau potable

Sibiribougou :

Problèmes majeurs:

1. Insuffisance d'ouvrage d'eau potable (réseau EDM ou BF);
2. Insuffisance de poubelles dans les concessions;
3. Faible adhésion de la population aux services des GIE ;

4. Manque de dépôt de transit;
5. Absence de caniveaux
6. Absence de puisards adéquats
7. Marché insalubre

Propositions de solutions:

1. Amener réseau EDM;
2. Faciliter l'accès aux poubelles;
3. Amener des GIE;
4. Réaliser des BF,
5. Réaliser de dépôt d'ordures;
6. Imposer puisards et
7. Adhérer aux services des GIE

Talico :

Problèmes majeurs:

1. Insuffisance de poubelles;
2. Manque de caniveaux, de puisards; collecteurs (existant dans le plan de viabilisation)
3. Insuffisance de BF;
4. L'insuffisance du réseau SOMAGEP (ex EDM)
5. Existence d'une BF non fonctionnelle (Jeune IMAMA),
6. Coupures d'eau fréquente du réseau SOMAGEP;
7. Manque de dépôt de transit;
8. Faible prestation des GIE
9. Insalubrité du marché
10. Non aménagement du marigot Woyowayanko traversant Talico Lafiabougou, Bougoudani, Sébénikoro et Djicoroni qui se jette dans le fleuve

Propositions de solutions:

1. Doter les ménages de poubelles;
2. Réaliser des BF;
3. Aménager un dépôt de transit;
4. Réaliser des puisards,
5. Réaliser des caniveaux;
6. Renforcer le réseau EDM;
7. Suivre les GIE

Lassa :

Problèmes majeurs:

1. Coupures d'eau; Insuffisance de BF (insuffisance de réseau SOMAGEP) ;
2. Absence d'AES sur les Forages
3. BF du jardin d'enfant non terminé
4. BF du centre multi fonctionnel non opérationnelle
5. Manque de puisards;
6. Absence de GIE;
7. Manque de poubelles

Propositions de solutions:

1. Multiplier les BF/puits/sources d'eau;
2. Créer un GIE

Kalabambougou :

Problèmes majeurs:

1. Problème de gestion du système d'adduction d'eau (BF non opérationnelle);
2. Manque de caniveaux et de collecteurs ;
3. dépôt d'ordure non adapté (espace restreint);
4. Mauvaise prestation de GIE;
5. Insuffisance de puisards adaptés
6. Marché insalubre

Propositions de solutions:

1. Réaliser des caniveaux;
2. Multiplier les BF;
3. Amener le réseau EDM;
4. Amener/équiper les GIE;
5. Réaliser de puisards;
6. Créer d'un dépôt d'ordures

Annexe 3 : Programme de travail prévisionnel

Atelier de restitution d'évaluation des besoins en eau et d'assainissement en C IV

et élaboration de plan triennal Du 27 au 30 juin 2011

N°	CONTENU	OBJECTIFS	RESPONSABLE		HORAIRE
			Modérateur	Personnes ressources	
JOURNEE 1 : Lundi 27 /06/ 2011					
1.	INTRODUCTION - Installation des participants - Ouverture - Contexte, objectifs et résultats attendus de l'atelier - Lecture et adoption du programme - Mise en place du Présidium (choix des rapporteurs) - Présentation des participants et de leurs attentes et craintes.	<ul style="list-style-type: none"> ○ ○ ○ <i>Informer les participants sur le contexte de l'atelier.</i> ○ <i>Adopter le programme de travail.</i> ○ <i>Favoriser la connaissance mutuelle des structures présentes à l'atelier.</i> 	Bakary DIALLO	COPIDUC/AEP	09h00-10h45
○ PAUSE CAFE 10h45-11h00					
2.	RESTITUTION DES RESULTATS DE L'EVALUATION AEPHA EN C IV - Exposé des principaux résultats de l'étude - Questions - Réponses - Validation des résultats	<ul style="list-style-type: none"> ○ <i>Partager et amender (si nécessaire) les résultats de l'évaluation de l'étude pour une gestion durable de l'eau et de l'assainissement en C IV</i> 	Bakary DIALLO	COPIDUC/AEP	11h00 -13h00
○ PAUSE DEJEUNER 13H00 – 14H00					
3	ANALYSE DES CONCERNES - Identifier les Acteurs intervenant dans l'eau, l'hygiène et l'assainissement dans la Commune - Faire leur analyse en groupe de travail	<ul style="list-style-type: none"> ○ <i>Identifier pour chaque Acteur les forces-les faiblesses et les rôles et responsabilités /apport pour l'eau et l'assainissement de la Commune.</i> 	Bakary DIALLO	Participants	14h 00- 15h30

4.	ANALYSE DES CONCERNES ○ Restitution des résultats de l'analyse des concernés	○ Partager avec les participants les résultats de l'analyse des concernés ○	Bakary DIALLO	Participants	15h30-16h30
----	--	--	---------------	--------------	-------------

JOURNEE 2 : Mardi 28 /06/ 2011					
5	- Rappel des résultats du Jour 1 - Choix des rapporteurs du jour 2	○ <i>Rafraîchir la mémoire des participants sur les activités de la première journée.</i>	Bakary DIALLO	Rapporteurs	8h30-9h00
6	ANALYSE DES PROBLEMES MAJEURS - Choix des problèmes majeurs à attaquer par volet et des acquis à renforcer - Constitution des groupes de travail	○ <i>Identifier les problèmes prioritaires (majeurs) à attaquer et les acquis à renforcer.</i> ○	Bakary DIALLO	Participants	9h00-9h 30
7.	- ANALYSE DES PROBLEMES MAJEURS - Travail de groupe	○ <i>Identifier pour chaque problème majeur les causes principales, les effets et les mesures à prendre</i>	Bakary DIALLO	Participants	9H30 – 11H00
○ PAUSE CAFÉ (11H00 – 11H15)					
8.	- ANALYSE DES PROBLEMES MAJEURS - Restitution et amendement des résultats des groupes de travail	○ <i>Partager avec les participants les résultats de l'analyse des problèmes et les valider</i>	Bakary DIALLO	Participants	11H15 – 13H15
○ PAUSE DEJEUNER (13H15 – 14H15)					
9.	ANALYSE DES OBJECTIFS ○ Constitution des groupes de travail	○ <i>Formuler la vision pour l'eau, l'hygiène et l'assainissement à l'horizon 2014 pour la Commune.</i> ○ <i>Identifier par axes : un objectif, les activités majeures, un à deux indicateurs de succès, les acteurs clés.</i>	Bakary DIALLO	Rapporteurs des Groupes de Travail	14H15 – 17H00

JOURNEE 3 : Mercredi 29/06/2011					
10.	- Rappel des résultats du Jour 2 - Choix des rapporteurs du jour 3	○ <i>Rafraîchir la mémoire des participants sur les activités de la journée précédente</i>	Bakary DIALLO	Rapporteurs	08h30 - 09h00
11.	ANALYSE DES OBJECTIFS ○ Restitution et amendement des résultats des groupes de travail	○ <i>Valider les résultats des travaux de groupe.</i>	Bakary DIALLO	Participants	09h00 - 11h00
○ PAUSE CAFE (11H00 - 11H15)					
10.	ELABORATION DU PLAN OPERATIONNEL DE RENFORCEMENT DE CAPACITE ◆ Identifier les axes de renforcement de capacité ◆ Constituer des groupes de travail	◆ <i>Identifier par axe : un objectif, les activités majeures, les sous activités, les acteurs, les délais d'exécution, les coûts et sources de financement</i>	Bakary DIALLO	Participants	11h15-13h00
○ PAUSE DEJEUNER (13H00 - 14H00)					
11.	ELABORATION DU PLAN OPERATIONNEL DE RENFORCEMENT DE CAPACITE ◆ Restitution des travaux de groupe sur le plan de renforcement de capacité	◆ <i>Partager avec les participants les résultats de l'élaboration du plan de renforcement de capacité</i>	Bakary DIALLO	Participants	14H00 - 16H00

JOURNEE 4 : Jeudi 30 juin 2011					
12.	- Rappel des résultats du Jour 3 - Choix des rapporteurs du jour 4	○ <i>Rafraîchir la mémoire des participants sur les activités de la journée précédente</i>	Bakary DIALLO	Rapporteurs	08h30-09h00
13.	ELABORATION DU PLAN OPERATIONNEL ○ Constitution de groupe de travail	○ <i>Identifier par axes : un objectif, les activités majeures, les sous activités, les acteurs, les délais d'exécution et les coûts.</i>	Bakary DIALLO	Participants	09h00-11h00
○ PAUSE CAFÉ (11H00 -11H15)					
	ELABORATION DU PLAN OPERATIONNEL (suite et fin) ○ Constitution de groupe de travail	○ <i>Identifier par axes : un objectif, les activités majeures, les sous-activités, les acteurs, les délais d'exécution et les coûts.</i>	Bakary DIALLO	Participants	11h15-12h
14.	ELABORATION DU PLAN OPERATIONNEL ◆ Restitution et amendement des résultats des groupes de travail	◆ <i>Valider les résultats des travaux de groupes.</i>	Bakary DIALLO	Rapporteurs des Groupes de Travail	12h00-13h00
○ PAUSE DEJEUNER (13H00 – 14H00)					
15.	ELABORATION DU PLAN OPERATIONNEL (suite et fin) Restitution et amendement des résultats des groupes de travail	○ <i>Valider les résultats des travaux de groupes.</i>	Bakary DIALLO	Rapporteurs des Groupes de Travail	14h00-15h00
	RECOMMANDATIONS, EVALUATION ET CLOTURE DE L'ATELIER	◆ <i>Vérifier l'atteinte des objectifs de l'atelier par rapport aux attentes et craintes.</i>	Bakary DIALLO	Participants	15h-16h30

Annexe 4: Liste des participants

N°	Prénom & nom	Structure	Contact
01	Mamadou Diakité	Chef de Q Sébé	77 37 94 01
02	Bandjougou Coulibaly	Chef de Q Lassa	79 15 13 07
03	Seydou Diakité	Chef de Q Djicoroni	
04	Sidi Traoré	Chef de Q Kalabambg	79 04 79 81
05	Souleymane Traoré	Chef de Q Sibiribg	75 23 66 38
06	Gaoussou Traoré	Chef de Q Talico	76 32 57 67
07	El Hadji Amadou Sow	Chef de Q Lafiabougou	66 78 70 66
08	Djiguiba Fofana	CAP Lafia	79 19 10 20
09	Mamadou Tounkara	Conseiller	66 72 36 80
10	Lassine A Coulibaly	14 ^{ème} Arrd.	76 30 36 48
11	Ludovic Dembélé	5 ^{ème} Arrd.	76 48 68 63
12	Mamadou Bah	DRH	76 36 42 23
13	Mady Sissoko	9 ^{ème} Arrd	66 71 87 85
14	Ibrahima Diarra	CDQ Djicoroni	69 65 90 69
15	Semé Camara	CDQ Sébénikoro	76 42 08 98
16	Daouda Sidibé	CDQ Sibiribougou	76 13 90 94
17	Aliou Keïta	CDQ Lassa	65 66 86 50
18	Fadimata Touré Togola	ONG AADeC	66 73 17 80
19	Adama Sangaré	Coop des marchés	78 79 97 04
20	Fablan Dumbia	CAP Sébé	76 04 17 32
21	Mme Sangaré Codou Manè	SACPN	66 78 77 13
22	Dédeou Touré	Conseillère	78 78 24 89
23	Brété Traoré	Associa des veuves	75 32 72 55
24	Amidou Traoré	Conseiller	76 47 39 21

25	Seydou Tangara	AUETA Talico	76 43 48 36
26	Fatoumata Camara	BUPE	76 41 07 83
27	Mohamed L Bagayoko	CPAC	79 36 43 37
28	Mme Koné Kani Diawara	RECOTRADE	66 72 87 72
29	Mariam Mono	CAFO	76 49 70 16
30	Tiédiè Mariko	Conseiller	66 72 07 20
31	Bangaly Cissé	CDQ Talico	76 30 57 22
32	Tènè Diallo	Coop Lassa	76 21 61 14
33	Mamadou Keïta	Conseiller	66 73 34 45
34	Mahamar I Maïga	Chef BH	76 10 67 00
35	Mamby Keïta	CPAC	76 37 83 33
36	Mme Ouattara Gabdo	BH Mairie	66 78 07 29
37	Moussa Diakité	ALPHALOG	76 46 37 12
38	Koloba Keïta	CDQ Lassa	76 30 09 46
39	Idrissa Konaté	DSUVA	
40	Aboubacar Bakayoko	COPIDUC/AEP	73 07 12 46
41	Mory Sako	3 ^{ème} Adjoint	66 73 35 50
42	Hambarké Cissé	Représentant Chef de Q Hamdallaye	76 54 02 38
43	Kaïdia Traoré	COPIDUC/AEP	76 46 95 54
44	Barbara Oelz	AT/COPIDUC/AEP	
45	Bakary Diallo	Consultant	76 47 41 51